

Le soixantième anniversaire de la création du MRP

L'Amicale du MRP, créée pour servir sa mémoire, devait-elle organiser une manifestation, fut-elle modeste, pour célébrer le soixantième anniversaire de la création du MRP le 25 novembre 1944 ?

J'ai pour ma part hésité car nous avons déjà salué, comme il se devait, le 50^{ème} anniversaire de cette création. Mon premier acte de président de l'Amicale avait été d'animer le 25 novembre 1994 un grand déjeuner débat, auquel avaient participé de nombreuses personnalités, notamment Maurice Schuman, François Bayrou et Bernard Bosson ; puis, le 10 décembre 1996, un important colloque avait été organisé au Sénat, à l'initiative de l'Amicale, avec la participation de Maurice Schumann, de Pierre Pflimlin, d'André Diligent, d'André Monteil et de Maurice Blin, ainsi que de plusieurs universitaires, notamment de Jean-Marie Mayeur et de notre cher ami Benoît Jeanneau, récemment disparu. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, en avait tiré les conclusions. La revue *France Forum* en avait rendu compte dans un numéro spécial au deuxième trimestre 1997.

Tout, ou presque tout, n'avait-il pas été déjà dit ?

A cette objection s'en ajoutait une autre : la disparition de presque tous les acteurs et témoins de la réunion de 1944 à la société de géographie. Le dernier leader du MRP, Robert Lecourt, venait de nous quitter. Je n'avais pas personnellement participé à cette réunion n'étant alors ni présent à Paris, ni, à vingt ans, engagé dans l'action politique.

Et pourtant il m'est apparu – et ce sentiment a été partagé par les responsables de notre association – qu'il était de notre devoir de saisir en cette année de commémorations cette dernière occasion de saluer l'événement important que constituait la création de ce nouveau parti, issu de l'action catholique et de la Résistance, qui est devenu en 1946, pour un temps assez bref, le premier parti de France.

Je croyais pouvoir compter sur la présence d'un témoin, Jean Sauvage, ancien sénateur du Maine-et-Loire, qui a participé personnellement les 25 et 26 novembre aux assises fondatrices du MRP. Mais son état de santé l'a finalement empêché de venir d'Angers. Germaine Touquet, devenue deux ans plus tard présidente des Femmes du MRP, n'était pas présente le 25 novembre boulevard Saint Germain, mais dès 1945 adhérente de la première section locale du parti créée à Clichy. Elle nous a adressé un message soulignant le rôle novateur du MRP pour la promotion des femmes dans la politique française. Député MRP dès 1946, Philippe Farine, qui lui aussi se déplace difficilement, n'a pu à son grand regret être des nôtres comme il me l'avait fait espérer.

Finalement nous avons pris le risque d'une manifestation le 25 novembre 2004 en faisant appel à un jeune universitaire pour introduire un bref débat sur la naissance du MRP¹. Nous avons saisi cette occasion pour présenter **le site Internet** sur le MRP créé à l'initiative de l'Amicale.

Je craignais que cette réunion n'intéresse pas grand monde. Je me suis trompé. Elle a été un succès. La condition du succès était de l'ouvrir non seulement aux membres et sympathisants de l'Amicale, mais aux représentants des associations, instituts, fondations et revues qui s'inscrivent dans ce courant de pensée, à d'anciens militants du Centre Démocrate et du CDS, à des personnalités proches de la démocratie chrétienne, issues du monde politique, social, universitaire ou religieux, et à quelques journalistes. Cette condition a été remplie.

Le président et plusieurs membres de l'Institut Marc Sangnier étaient des nôtres ainsi que la secrétaire générale de l'association des Amis de Jean Lecanuet (son président Yves Pozzo di Borgo, nouvellement élu sénateur, accueillait à la même heure ses amis au Sénat pour une réception qu'il ne pouvait reporter). Le directeur, plusieurs collaborateurs et beaucoup des fidèles lecteurs de la revue *France Forum* étaient là. Etienne Pflimlin et Paul Collowald représentaient le cercle Pierre Pflimlin de Strasbourg. L'Institut Alain Poher, l'association des Amis de Georges Bidault étaient également représentés. Nous avons été particulièrement sensibles à la présence de Mmes Pierre-Henri Teitgen, Joseph Fontanet, Fernand Chaussebourg, Michel Debatisse, ainsi que de Mmes François Bourel et Pierre Bernard Cousté. Madame André Colin, vice Présidente de l'Amicale était à la tribune.

Au total, et malgré des embouteillages monstrueux – conséquence de manifestations dans le voisinage – nous avons compté près de deux cents participants dans la salle Jean Lecanuet. L'atmosphère chaleureuse était celle de gens qui sont heureux de se retrouver après une longue absence, avec un sentiment de nostalgie et pour certains un peu de tristesse devant l'actuelle dispersion de notre famille politique.

La plupart des universitaires composant le « conseil scientifique » de notre site Internet étaient également de la fête : Jean-Marie Mayeur, Bruno Bethouart, Gilles Lebeguec – pour ne point parler de Laurent Ducerf qui a introduit dans un remarquable exposé un bref débat sur la naissance du MRP. Jean-Dominique Durand et Jean Chelini étaient retenus à Lyon et à Marseille. Plusieurs universitaires étrangers, américain et italien, ont suivi nos travaux ainsi que le responsable des archives de l'évêché de Paris.

Parmi les personnalités présentes comment ne pas citer en tout premier lieu M. René Rémond, qui a suivi la réunion de bout en bout ? Il est intervenu dans le débat pour souligner l'originalité du MRP, aboutissement d'une longue tradition historique, mouvement politique irréductible aux diverses catégories de la droite en France.

Dans la salle Jean Lecanuet qu'il a créée et qui nous a accueillis, à laquelle il a donné le nom du dernier président du MRP et du premier président de l'UDF, François Bayrou, président de la Nouvelle UDF, - son proche collaborateur et ami – nous a dit avec éloquence ce que représentait pour lui le MRP, et combien il partage son idéal européen et sa conception de la démocratie, héritée de Marc Sangnier.

¹ L'historien Laurent Ducerf, auteur d'un livre en cours d'impression sur François de Menthon.

Membre cotisant de l'Amicale, Jacques Barrot, aujourd'hui membre de la Commission européenne, avait exprimé le désir de participer à notre réunion. Il n'a pu le faire à cause d'un retard du Thalys à son retour de Bruxelles. Bernard Stasi, qui m'avait annoncé sa venue, a été réquisitionné in extremis par le président de la République pour la réunion de la francophonie à Ouagadougou. Antoine Veil, ancien collaborateur d'Alain Poher, nous a fait l'amitié d'être parmi nous et Philippe Saint Marc, qui fut un militant actif du MRP, auteur bien connu de plusieurs ouvrages sur les impératifs du développement durable, a souligné dans le débat les atteintes graves qu'entraînaient pour la santé physique et morale de l'homme une économie destructrice des équilibres naturels.. Je ne puis citer toutes les personnalités présentes.

Beaucoup de celles qui n'ont pu participer à la réunion en raison d'obligations contraignantes ont tenu à exprimer leur sympathie et leurs regrets par des lettres chaleureuses ou des messages. C'est le cas notamment de Dominique Baudis, de François Régis Hutin et de Francis Teitgen, d'Yves Fréville et de Jean-Marie Vanlerenberghe, de Bernard Bosson, de Jean-Pierre Abelin, de Michel Albert et de Jean Boissonnat, des professeurs Georges Soutou, Jean-Claude Delbreil et Pierre Avril.

En tant que président de l'Amicale du MRP, je suis d'abord un « transmetteur de mémoire ». Mais, ayant participé à son action européenne dans les années 50 au secrétariat général du mouvement, et partageant son idéal démocratique et social, je me réjouis de constater l'intérêt que beaucoup de citoyens de tous âges ont porté à cette réunion. Cela nous donne à penser que ses idées force ont encore un avenir. Notre famille d'esprit est plus vaste que nous ne le croyons et elle reste vivante dans la mémoire et dans l'esprit d'autres générations en quête de repères.

Le 25 novembre nous n'avons pas tourné la dernière page d'un livre un peu poussiéreux avant de le refermer définitivement et de le ranger dans une bibliothèque. Nous avons entrouvert un livre qui nous donne envie de continuer la lecture et nous y avons trouvé des pages blanches qui ne sont pas encore écrites.

La démocratie sociale d'inspiration chrétienne héritée de Marc Sangnier n'a pas dit son dernier mot. Elle a encore beaucoup à dire et à faire dans le monde de demain. Nous aurons grand besoin d'elle, et de l'Europe qu'elle a voulue et qu'elle a commencé à bâtir, pour nous aider à humaniser la mondialisation.

Jacques Mallet
Président de l'Amicale du MRP

La présentation du site Internet sur le MRP

A l'issue du débat, et avant le traditionnel pot de l'amitié, M. Gérard Moraine, informaticien, a présenté aux participants le site Internet de l'Amicale du MRP dont il a été l'architecte.

Pourquoi un site Internet sur le MRP

- L'idée a été lancée par Henri Poumerol, soutenue par Fernand Chaussebourg, par le président de l'Amicale et approuvée par son assemblée générale.
- L'Internet est devenu un instrument de communication indispensable aujourd'hui, en particulier à l'égard des chercheurs, des universitaires, des étudiants, des journalistes et des cadres politiques
- Le site Internet n'est pas un substitut mais un complément au bulletin trimestriel de l'Amicale.
- Le site permettra de resserrer les liens avec les associations proches de nous et d'informer tous ceux qui le visitent sur les activités s'inscrivant dans notre courant de pensée.

La structure du site, illustré de photographies et d'affiches comporte :

- Des textes généraux sur les origines du MRP, l'organisation et l'action du MRP
 - Deux études synthétiques sur l'action du MRP pour l'Europe et sur l'œuvre sociale du MRP
 - La présentation d'un certain nombre de leaders du MRP (biographie, action politique, extraits d'articles de discours ou de livres). A ce jour le site présente la vie et l'action de Georges Bidault, de Robert Schuman, d'André Colin, de Pierre-Henri Teitgen, de François de Menthon, de Joseph Fontanet, d'Alain Poher, de Jean Lecanuet, d'André Diligent. D'autres biographies sont en préparation, notamment celle de Maurice Schumann.
 - Des éléments documentaires (doctrine du MRP, chronologie, bibliographie)
 - Des liens avec les associations et organismes avec lesquels il peut être utile de se mettre en rapport.
- **Le site est appelé à s'enrichir et se développer, il comportera un interface**
 - **L'adresse du site est la suivante : www.amicalemrp.org**

25 et 26 novembre 1944 : le congrès fondateur du MRP² par le professeur Laurent Ducerf

Le 25 et 26 novembre 1944, boulevard Saint-Germain, dans les locaux poussiéreux de la Société de Géographie, naît le Mouvement Républicain Populaire. La Deuxième Guerre mondiale a conféré l'onction patriotique aux démocrates chrétiens ; leur engagement précoce et absolu bouleverse les rapports de la République avec eux. Ils ne sont plus à la porte d'un régime qui ne les tolérerait qu'à la marge : ils sont devenus les gardiens du temple, les pionniers de la République au moment où hommes, partis et institutions du régime faillissaient et s'effondraient devant le pouvoir personnel et la dictature. Le congrès fondateur permet de regrouper les hommes, d'imposer un nom et de définir un programme.

1) Les hommes

²Ce texte est un abrégé de la conférence prononcée par Laurent Ducerf le 25 novembre 2004 pour le soixantième anniversaire du congrès fondateur du MRP.

La tradition est longue, et les hommes et femmes réunis à la Société de Géographie ont pleinement conscience d'écrire un chapitre neuf dans un livre depuis longtemps ouvert. Cette longue tradition, pour de nombreux militants, ce sont aussi beaucoup de coups reçus et plus de défaites que de victoires. Une des clés du succès est l'union des démocrates d'inspiration chrétienne. Le vertige de la Libération et l'accélération du temps politique propre à cette période doivent rendre possible l'amalgame, en particulier entre le PDP et la JR³. Il se réalise, mais de manière incomplète, les dirigeants du PDP renaissant à fondre leur parti dans une formation qu'il juge moins laïque, la JR décidant finalement de se maintenir malgré le ralliement de Marc Sangnier et de Maurice Schumann à la nouvelle formation.

Même si ces deux figures deviennent respectivement président et président d'honneur du MRP, le Mouvement est largement dominé par Georges Bidault et André Colin, qui l'ont porté sur les fonds baptismaux après un an de gestation clandestine.

2) Le nom

Par le congrès de novembre 1944, le MRP révèle son existence à l'opinion publique et modifie son précédent nom, Mouvement Républicain de Libération. Le MRL naît en 1943 à Lyon autour de Georges Bidault puis prépare clandestinement la libération à Paris. Il tient sa première grande réunion le 4 septembre 1944. La question du nouveau nom est alors abordée. L'idée de mentionner la démocratie chrétienne est effleurée et vite rejetée. Georges Bidault se montre partisan dans un premier temps d'un Parti Démocrate, référence directe aux Etats-Unis mais aussi coup de chapeau appuyé au PDP. Dans un souci de médiation avec Gaston Tessier, André Colin propose que la nouvelle formation porte le titre de Mouvement. Georges Bidault avance finalement quelques jours plus tard le nom « Mouvement Républicain Populaire ».

Les mots ont été soigneusement choisis. Ils permettent d'établir une filiation claire avec le MRL. Le premier terme correspond bien à la volonté de faire vivre une formation qui ne ressemble en rien aux partis de la IIIe République. Mouvement également par sa conception dynamique de son rôle : rassembler toutes les composantes de la société afin que chacun puisse prendre part à l'examen des questions essentielles et y apporter un réponse. Populaire renvoie aux fondements idéologiques de la démocratie chrétienne. Robert Prigent voit également dans cet adjectif un moyen commode d'exprimer la préoccupation sociale du MRP. Enfin République témoigne de la volonté d'œuvrer pour le bien commun, la Res Publica.

3) Le programme

Le manifeste reste le témoignage le plus immédiat du congrès de 1944. Plus qu'un programme il témoigne d'une espérance, celle de *"la révolution par la loi"*. Un seul nom est cité dans le manifeste, celui du général de Gaulle, toujours associé au Gouvernement provisoire. En 1944, le MRP est gaulliste en toute innocence. C'est clairement le Gouvernement provisoire qui se trouve dépositaire de la légitimité en 1944 selon le MRP. La politique institutionnelle se trouve esquissée : un exécutif fort et efficace associé au respect de la souveraineté populaire dans son pluralisme.

Il condamne à deux reprises les puissances d'argent et en appelle à une économie dirigée. Il garantit la propriété individuelle et familiale mais non celle des grands moyens de production : le choix de l'économie dirigée n'a rien de surprenant face à l'ampleur de la reconstruction et au choc de la crise du capitalisme dans les années Trente.

Si le développement économique et social appartient aux préoccupations récurrentes du MRP naissant il n'en est pas de même de la politique étrangère de la France : rien sur l'avenir de l'Allemagne, rien sur une quelconque organisation européenne malgré les notes de René Mayer et Jean Monnet à ce sujet dès 1943. Tel Clemenceau, Bidault ne poursuit en 1944 qu'un objectif : vaincre l'Allemagne pour permettre à la France de retrouver son rang.

On constate donc que le programme a beaucoup évolué entre 1944 et la fin de la Quatrième République, l'aspect dirigiste s'étant vite effacé alors que la construction européenne devenait l'ultima ratio de l'action politique. La spécificité des hommes du MRP est moins dans tel ou tel aspect de leur programme que dans une manière globale d'appréhender le monde, le rôle civique du chrétien dans une société pluraliste, le fait *"de croire à la fois au spirituel et au temporel"*, pour reprendre les termes d'Etienne Borne. Cette exigence spirituelle et ce goût de l'action c'est ce que traduit avec l'enthousiasme des origines le manifeste du MRP du 25 novembre, c'en est aussi la leçon.

Trois témoignages

L'action des femmes du MRP, message de Germaine Touquet, ancienne présidente des Equipes féminines

« Etre militante ce n'est pas une fonction ou une charge. C'est un état permanent ».

Cette citation s'applique parfaitement à celles que l'on appelait « les femmes MRP ».

La seconde guerre mondiale allait s'achever. A Alger un jeune résistant représentant l'OCM, issu du milieu populaire, faisait adopter, malgré une vive opposition de certains membres de l'Assemblée consultative provisoire à Alger, un texte permettant aux Françaises « d'être électrices et éligibles ». Sans l'intervention de Robert Prigent l'ordonnance du 21 avril 1944 aurait-elle existé ?

En septembre 1944, à la Libération un nouveau parti politique était créé : le Mouvement Républicain de Libération qui deviendra lors de son congrès constitutif, le 26 novembre 1944, le Mouvement Républicain Populaire.

Ce parti sera lors d'élections législatives le « premier parti de France », les électrices ayant fait leur choix pour le MRP – qui connaîtra, plus tard, des difficultés nées de la perte des voix féminines. L'organisation des activités du MRP s'appuyait sur la création « d'équipes spécialisées », notamment des « équipes féminines ». L'engagement des « femmes MRP » se voulait efficace

³ Le Parti Démocrate Populaire de Raymond Laurent et Ernest Pezet et la Jeune République, créée par Marc Sangnier, dont était issu Maurice Schumann

et tolérant. Pour elles « la politique » n'était pas une fin, un métier, la recherche d'un profit quelconque, des honneurs, mais un moyen « pour agir ». Puisque la France était à reconstruire, elles voulaient participer à l'effort général. C'était le sens de leur engagement politique.

Les « équipes féminines » étaient dirigées par « une Commission nationale » composées d'élues (au début du MRP elles furent 9 députés, 4 conseillers de la République) et de responsables départementales. La responsable nationale féminine et son adjointe étaient élues chaque année lors du Conseil national du Mouvement. Les membres de la Commission nationale féminine étaient élues aux instances nationales du MRP, Comité national et commission exécutive.

Chaque année une « journée nationale des femmes MRP » était organisée, des questionnaires préparatoires à cette manifestation adressés à chaque responsable départementale.

Les rapports présentés au cours de cette rencontre, le plus souvent par des femmes parlementaires, permettront le dépôt de « propositions de lois » ou d'amendements, lors de débats au Parlement. A ces journées nationales étaient invités les responsables du Mouvement, des personnalités intéressées par les sujets traités.

Les femmes MRP élues au Parlement ont été remarquables par leur efficacité et leur valeur.

Quant à celles qui sont devenues « élues municipales » elles ont su faire la démonstration de leur connaissance des problèmes de vie de leur commune et des administrés.

Les membres des équipes féminines MRP menaient de front leurs activités politiques, sociales, familiales. Elles étaient écoutées et entendues par les dirigeants MRP. Elles ont eu une influence certaine sur la législation de notre pays, économique et sociale (défense des consommateurs, statut de veuves de guerre, réforme des régimes matrimoniaux, aide aux personnes âgées).

Les « femmes MRP » agissaient efficacement auprès des mouvements féminins de l'époque pour la défense des droits des femmes, de la famille, des plus démunis.

Enfin, les « femmes MRP » étaient des « européennes ». Elles ont joué un rôle certain au plan international.

Dans une thèse consacrée aux « Femmes dans les partis politiques » (1946-1962) son auteur Mr William Guéraiche estime « que le MRP était bien le parti le plus féministe, au sens traditionnel du terme, de la IV^{ème} République, car il canalisait l'activité de ses militantes afin d'être efficace dans le domaine social ».

Germaine Poinso Chapuis en est à elle seule le symbole : elle a été la première femme Ministre de plein exercice de la République.

Le témoignage de Paul Collowald sur la naissance du MRP en Alsace

Venant d'apprendre que le sénateur Louis Jung a eu un empêchement de dernière heure, je voudrais intervenir brièvement ayant été, dans ma lointaine jeunesse, journaliste au « Nouvel Alsacien », très proche du MRP; secrétaire général des I.C.S. (Intellectuels-Chrétiens-Sociaux) pendant près de 10 ans et le dernier Directeur de cabinet de Pflimlin, Président du Parlement européen.

Les « premier pas » du MRP en Alsace, on peut les situer dès les premières semaines après la Libération de Strasbourg par la 2^{ème} D.B. du général Leclerc, en novembre 1944. En effet, à l'initiative du célèbre Frère Médard, Directeur du FEC (Foyer de l'Etudiant Catholique) se tient une première réunion avec quelques « anciens » et quelques intellectuels catholiques afin de réfléchir et agir pour construire l'après-guerre « autrement » ; le groupement des I.C.S. (Intellectuels-Chrétiens-Sociaux) est créé, après quelques hésitations sur le côté un peu prétentieux du titre.

Prenant appui sur cette équipe, Frère Médard va s'occuper de « politique », le temps de mettre en marche un processus. Sa priorité était de ne pas retomber dans les ornières de l'avant-guerre avec une scission entre les deux partis régionaux : l'UPR (Union Populaire) et l'A.P.N.A. (Action Populaire Nationale). Il prend les contacts appropriés et dès les premiers mois de 1945 André Colin et Robert Bichet viennent expliquer les objectifs du MRP. Explications et débats, parfois animés, pour se rallier finalement à cette idée : pour faire « du neuf », faisons-le avec le MRP ! C'est dans ce contexte que fut lancée la carrière politique de Pierre Pflimlin qui, en septembre, entra au conseil municipal de Strasbourg et, en octobre, monta à Paris, à la première Assemblée constituante où il retrouva Robert Schuman, qu'il avait connu au FEC, en 1938, dans plusieurs débats avec les étudiants.

La suite vous la connaissez ; d'éminents historiens l'ont décrite. Mais il était bon de rappeler sur quel terrain avait pu se développer le MRP en Alsace, avec ses deux composantes essentielles : la doctrine sociale des Encycliques et les perspectives de la grande aventure européenne.

Les équipes ouvrières et rurales, témoignage d'Henri Catherin

Le MRP fut le premier mouvement et parti à proposer un idéal politique englobant l'ensemble des préoccupations des hommes et des femmes de notre temps cherchant à retrouver le chemin de la prospérité et du progrès social. Il a permis à la France d'y accéder.

Alors que la plupart des élites s'étaient compromises dans la collaboration avec l'ennemi, il fallait renouveler la classe politique avec de nouveaux éléments animés par l'idéal de justice et de fraternité.

François de Menthon le disait avec force : « la véritable solidarité consiste à rechercher sans cesse plus de justice ».

Pour compenser leurs handicap dans la vie politique, le MRP créa les équipes populaires et ouvrières notamment avec Francine Lefebvre et l'équipe rurale animée par Léon Dubois, imprégné de la culture paysanne de sa Bresse natale, ma région d'origine. Les chrétiens d'alors faisaient leur cette formule de Proudon : « la fraternité ne peut s'établir que par la justice » Ils attendaient du politique qu'il incarne, comme le disait Etienne Borne, « la passion de la justice et de la vérité ».

Le MRP parti de l'Europe, intervention de Jean-Marie Daillet, vice président de l'Amicale du MRP

Je suis fier d'avoir adhéré au MRP à l'âge de 23 ans, et cela grâce à Jacques Mallet, rencontré à la Conférence Olivaint, association de formation à la vie civique, alors animée par un Jésuite très préoccupé de pousser des jeunes à l'engagement politique, en toute liberté de choix partisans.

Un soir de 1953, j'ai participé à une réunion autour de Robert Schuman, déjà célèbre pour l'appel du 9 mai 1950 et le lancement de la première Communauté européenne, celle du Charbon et de l'Acier.

Cette soirée fut, pour moi, historique. En termes tout simples, et sans effets oratoires, le grand Lorrain nous démontra l'inanité et la nocivité du nationalisme au lendemain de la plus abominable des guerres, et le remède définitif que l'Europe communautaire apportait non seulement à la France, mais à tous ses voisins.

J'allai trouver timidement Robert Schuman à la fin du débat, lui déclarai qu'il m'avait converti à son projet politique et lui demandai ce qu'il me conseillait de faire pour que je puisse en quelque manière y participer.

-« Eh bien, jeune homme, il faut faire de la politique ».

- « Comment entre-t-on en politique, Monsieur le Ministre ? »

- « Il faut choisir un parti. »

- « Lequel ? »

- « Oh, vous ferez comme moi, vous choisirez celui qui vous déplaîra le moins ! »

Telle fut la phrase qui décida de ma vie jusqu'à ce jour : je choisis le parti de Robert Schuman, comme étant le plus européen, orientation qui, pour essentielle qu'elle fût, n'empêchait nullement d'autres sujets graves – et de plus brûlante actualité – de diviser le MRP, tels que l'Indochine et l'Algérie.

Sans être officiellement un parti démocrate-chrétien, le MRP, où se retrouvaient chrétiens et non-chrétiens dans le respect des plus hautes valeurs humanistes, était bien plus qu'un parti de gouvernement : un laboratoire de recherche où l'on réfléchissait à l'avenir en matière d'éducation, de cohésion sociale, de promotion des droits de l'homme, de décolonisation, ce qui n'allait pas sans conflits. Je garde un souvenir ému de grands débats du plus haut niveau entre les leaders du MRP lors des heures difficiles et tragiques où il ne suffisait d'être ni gestionnaires des choses telles qu'elles étaient, ni précurseurs utopistes et irresponsables.

Cela dit, c'est l'Europe unie qui fut -et reste pour l'histoire- la plus grande gloire du MRP, héritier de la Résistance au nazisme, ayant su dépasser le patriotisme national et incarner l'espérance de paix des peuples survivants de la deuxième guerre mondiale. C'est une sorte de miracle que ce moment de l'Histoire, au début des années 50, où se concertaient trois grands démocrates européens (Schuman, Adenauer, de Gasperi) pour construire, sous l'inspiration de Jean Monnet, une Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, prototype de l'Union européenne qui nous semble aujourd'hui toute naturelle dans son être et dans son avenir...

J'ai évoqué Robert Schuman, mais il faut aussi rendre hommage aux autres grands leaders du MRP : Pierre-Henri Teitgen, André Colin, Pierre Abelin, Robert Buron, Joseph Fontanet, sans oublier le précurseur inoubliable que fut Marc Sangnier, dont le magnétisme conquérait la jeunesse bien au-delà des frontières partisans et confessionnelles de son temps.

Il y a, en histoire, des résurgences. La démocratie d'inspiration chrétienne s'incarnait fort bien dans l'Union européenne des Démocrates-chrétiens, à laquelle adhèrent le Centre Démocrate puis le Centre des Démocrates Sociaux. Je dois à André Colin d'avoir représenté le CDS à l'Internationale Démocrate Chrétienne, à laquelle participaient des musulmans, afghans et philippins... Ce réseau international, en dépit des avatars électoraux, reste utile pour humaniser l'inévitable et souhaitable rapprochement des peuples que gagne la démocratie, par exemple dans les Balkans et en Amérique latine.

Grâce au MRP, l'irréversible mouvement qui, à la « Petite Europe » (il était de bon ton de la dénigrer dans les années 50), substitue aujourd'hui une Union Européenne de 25, bientôt 30 nations, témoigne de ce véritable miracle qui est la paix européenne, fondée sur la méthode communautaire appliquée aux adversaires de jadis, convertis par l'épreuve et l'effort à la réalité d'un modèle pour le monde entier.

L'œuvre du MRP pour la famille et le progrès social, intervention de Bruno Bethouart, professeur d'histoire contemporaine à l'université du Littoral Côte d'Opale

Comme le rappelait Maurice Schumann⁴, porte-parole de la France combattante, futur député du Nord et premier président du nouveau parti qui naît le 26 novembre 1944, « la part prise par ses fondateurs à la Résistance des premiers jours a conféré aux catholiques français la plénitude du droit de cité que leur avait toujours contestée la III^e République ». Cette entrée de plain-pied dans la République française leur permet dans le contexte de l'unanimité de la libération du pays, au sein du tripartisme avec de Gaulle puis dans le cadre de la troisième force, de participer au relèvement du pays.

« En second lieu, la famille spirituelle que l'ironie des anciens partis n'épargna pas eut le grand mérite d'imprimer son caractère propre à la politique sociale de l'après-guerre. C'est à elle qu'est due la législation familiale qui fut - on l'a trop souvent oublié - constamment contestée, remise en cause ou contrariée par les préjugés opiniâtres d'une certaine administration ». De Frédéric Ozanam à Marc Sangnier, fondateur du Sillon et président d'honneur du MRP, en passant par le PDP, la Jeune République, l'ACJF, la CFTC, le souci de la justice sociale et d'une attention aux plus démunis a été l'une des principales composantes de l'engagement des militants chrétiens. Dans le *Manifeste du MRP*, la « Révolution par la loi » passe par la volonté de faire « de la démocratie politique et sociale une pleine réalité. »

Soucieux de libérer l'Etat des puissances d'argent, les républicains populaires se montrent partisans de la nationalisation - sans étatisation - des industries-clés, des monopoles privés et du crédit. Ils insistent également sur la participation des syndicats

⁴ Lettre-préface dans l'ouvrage de B. Bethouart, *Le MRP dans le Nord-Pas-de-Calais 1944-1967*, Dunkerque, Editions des beffrois, 1984, p.7.

à la direction de l'économie, à la gestion des entreprises. Ils souhaitent la mise en place d'un salaire minimum vital ainsi que « la possibilité pour tous d'élever leurs enfants quel qu'en soit le nombre ». Dans le ministère de la Santé publique et de la Population, tour à tour Robert Prigent, nommé ministre par le général de Gaulle le jour anniversaire de ses 35 ans, Germaine Poinso-Chapuis dans le gouvernement de Robert Schuman puis Pierre Schneiter secondé par Jules Catoire, secrétaire d'Etat, vont asseoir, par des mesures précises et concrètes, soutenues à l'Assemblée nationale par les députés issus de la CFTC. une politique familiale qui sert alors de modèle dans les pays occidentaux. Paul Coste-Floret, député de l'Hérault puis André Monteil, député du Finistère dans le cabinet Mendès-France en 1954, occupent la même responsabilité.

Une autre personnalité, Paul Bacon, mérite, dans le domaine socio-économique, d'être citée tant par la simplicité et la discrétion de son caractère que par sa compétence reconnue sous les deux Républiques qui se succèdent. De condition très modeste, formé par la JOC puis la CFTC, Paul Bacon occupe à douze reprises, durant neuf années, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Le 7 février 1950, il succède au socialiste Pierre Ségelle dans le cabinet Bidault ; le lendemain, il fait voter le projet de loi sur les conventions collectives. Par la suite, il veille à l'équilibre financier de la Sécurité sociale, au développement de la formation professionnelle pour adultes. Soucieux de faire participer les syndicats aux différentes instances, notamment dans la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, il souhaite mener une réforme de l'entreprise en renforçant la participation des travailleurs. Alors qu'il n'est pas réélu aux législatives de 1958, le général de Gaulle lui demande de continuer d'oeuvrer dans ce ministère du Travail et de la Sécurité sociale : il peut ainsi mettre en place le conventionnement des médecins avec la Sécurité sociale, mesure que son collègue socialiste, Albert Gazier, n'avait pas réussi à faire accepter durant le gouvernement du Front républicain.

A côté de l'impulsion donnée à la construction européenne, la fécondité sociale des républicains populaires représente l'un des apports décisifs des catholiques sociaux et plus généralement du mouvement social d'inspiration chrétienne durant le XX^e siècle.

Discours de clôture de François Bayrou, président de la Nouvelle UDF

(Résumé)

Il y a dix ans exactement une manifestation avait été organisée pour le cinquantenaire du MRP à laquelle j'avais déjà participé.

Aujourd'hui c'est bien volontiers que je participe à la réunion organisée par l'Amicale du MRP pour le 60^{ème} anniversaire de la création de ce parti dans cette salle que j'ai créée, à laquelle j'ai donné le nom de mon ami Jean Lecanuet, dernier président du MRP et premier président du Centre Démocrate, du CDS et de l'UDF.

Je m'inscris dans cette filiation.

Je voudrais vous dire ce que le MRP représente pour moi et commencer par l'évocation du visage de Gilbert Dru. Si le MRP s'est appelé ainsi, le Mouvement Républicain Populaire, c'est qu'il y a eu le MRL. Et c'est ce jeune homme rayonnant, qui, juste avant d'être fauché par les balles allemandes, à vingt trois ans, place Bellecour, qui proposa pour un nouveau parti le nom de MRL, Mouvement Républicain de Libération.

Dans le patrimoine du MRP il y a , en usant des mots disponibles, un idéal. Dans la plupart des partis politiques français il y a une idéologie politique, dans un certain nombre d'autres il y a seulement la volonté d'exercer le pouvoir dans la société, quelques uns ont un projet mais il y a très peu de partis qui ont un idéal dans le cheminement historique et qui sont porteurs d'une certaine idée de l'homme.

J'ai sous les yeux le manifeste du MRP, adopté il y a 60 ans jour pour jour et j'ai dans mon bureau la première affiche de la Résolution qui a été alors votée, et quel est le premier point de cette résolution ? C'est « nous voulons une révolution », et quel est le premier élément de cette révolution ? « Nous voulons une révolution qui permettra avant tout une élévation morale et spirituelle de l'ensemble des hommes ». Et bien, pour moi ceci est un trait distinctif de la famille politique que nous n'avons cessé de former à travers le temps. Cet élément d'identité est irréductible, me semble t-il, à aucune formation politique que nous connaissons.

Deuxième point: dans tous les partis politiques auxquels j'ai adhéré, j'ai voulu que soit inscrit le mot démocratie. Et le débat auquel vous faisiez écho sur la dénomination de ce mouvement après la guerre, c'en était aussi la racine. C'est un mouvement politique qui porte une idée de l'organisation politique et sociale qui ne ressemble à aucun autre. Je reprends à mon tour la définition de la démocratie de Marc Sangnier : l'organisation politique de la société qui vise à porter à son plus haut degré la conscience et la responsabilité du citoyen.

La conscience et la responsabilité du citoyen, cette idée-là est un élément irréductible de notre identité. Il signifie que l'action politique n'est pas achevée quand vous gagnez une élection. L'action n'est pas achevée quand on gouverne et même quand on gouverne bien. Le but de l'action politique est que chacun des citoyens qui forment la communauté démocratique soit placé en situation de conscience et de responsabilité, c'est à dire que lui soient clairement exposées , brutalement s'il le faut, Péguy le disait à propos de la vérité, les raisons qui orientent les choix des gouvernants et qu'il soit placé le plus souvent possible en situation de décideur.

Tout le monde dit le MRP démocrate-chrétien, et celui qui vous parle est démocrate-chrétien, mais cependant le MRP a refusé de s'appeler démocrate-chrétien. Et jamais, au travers du temps, nos amis politiques n'ont accepté qu'une dénomination religieuse s'introduise, comme elle le faisait dans les autres démocraties belge, italienne, allemande, dans notre désignation. C'est de la laïcité qu'il s'agit mais peut-être plus encore de ce que Blaise Pascal appelait la distinction des « ordres », distinguant l'engagement spirituel et l'engagement civique.

Dernier trait : c'est la volonté de synthèse. S'il y a une chose dans la famille politique dont le MRP a été la brillante illustration et qui le caractérise, c'est le refus de l'affrontement bloc contre bloc, le rejet de l'idée que le monde est partagé en

deux. Il y aurait d'un côté le bien, quel que soit le bien, où on se trouve, et de l'autre le mal, et il suffit de faire triompher son camp pour que le bien soit accompli et le mal vaincu. Cette idée est insupportable pour une famille politique comme la notre.

Comme vous l'avez dit, M. René Rémond, s'agissant du MRP, on ne doit pas accepter le classement traditionnel entre droite et gauche

Pourquoi ? Parce que, Etienne Borne le disait de façon lumineuse, nous considérons que cette vérité que nous recherchons est nécessairement une « tension » entre deux vérités.

Je relisais un opuscule édité par France Forum en 1961 avec deux conférences d'Etienne Borne sur « Liberté et Justice » Il n'est pas possible pour une famille politique comme la notre d'accepter qu'il y ait deux partis, un pour la justice, un pour la liberté, alors que l'être humain a besoin de liberté et de justice. Et dans des débats contemporains, si l'on pense à la réforme, notamment à la réforme de l'économie, cette réforme ne peut pas être acceptée par la société si les citoyens n'ont pas la garantie qu'elle est inspirée par l'esprit de justice. S'ils ont le sentiment que les choix politiques sont prononcés au bénéfice d'un camp et au détriment de l'autre, au détriment d'une couche sociale et au bénéfice de l'autre, la réforme, fut-elle fondée en efficacité, sera impitoyablement rejetée.

Le MRP voulait être le parti de la justice et de la liberté.

Les traits de notre famille politique n'ont pas disparu. Elle existe toujours, elle a des devoirs particuliers et si elle accepte de regarder en face les questions qui se posent et d'y répondre, la France ne pourra pas répondre à ces problèmes sans elle.

Le MRP un grand parti politique français, Article de Jean-Dominique Durand, Professeur à l'université Lyon3 (publié dans **La Croix** du 15/12/2004)

Les 25 et 26 novembre 1944 se tint à Paris le congrès constitutif du Mouvement républicain populaire. Le nouveau parti était issu tout à la fois des expériences démocrates-chrétiennes et du militantisme d'Action catholique des années 1920 et 1930, et de la Résistance, dont des hommes comme Georges Bidault et Maurice Schumann étaient particulièrement représentatifs. Il occupe dans l'histoire politique de la France une place singulière.

Pour la première fois, en effet, le catholicisme politique dans son option démocrate-chrétienne parvenait à déboucher sur un grand parti, qui allait s'imposer dans le nouveau paysage politique de la France en reconstruction, jusqu'à rassembler un quart de l'électorat lors des élections de 1945 et 1946. Le nouveau parti se situait au centre gauche. Récusant, contrairement aux autres partis démocrates-chrétiens européens, la référence confessionnelle explicite, le MRP soulignait en revanche sa spécificité républicaine et son attachement aux valeurs de 1789. C'est sans doute ici que réside son importance : sa médiation a permis la reconnaissance définitive de la République démocratique par les catholiques français et leur intégration dans le système politique en permettant à des catholiques d'accéder aux plus hautes charges de l'Etat, en mettant fin à près d'un demi-siècle d'ostracisme.

Ses positions étaient hardies, prônant des nationalisations importantes et appelant de ses vœux « *la Révolution par la loi* ». Mais le MRP ne fut jamais un parti de masse, avec ses 125 000 adhérents en 1946 et, sur le plan électoral, le reflux vint rapidement : 15% des suffrages en 1951, 11% en 1956, 8,9% en 1962. Il fut victime de trois types de contradictions. La première provient précisément de son programme au caractère progressiste qui ne répondait pas aux attentes de son électorat modéré, qui vit en lui avant tout un rempart contre le communisme en 1945-1946, mais qui se rallia ensuite à d'autres partis. Contrairement à la CDU en Allemagne ou à la Democrazia Cristiana en Italie, le MRP ne parvint pas à s'imposer sur un arc électoral ample allant du centre droit au centre gauche, ni à briser la logique bipolaire de la vie politique française issue de la Révolution française. Dénoncé par la droite comme complice de la gauche ses références religieuses le rendaient suspect à cette dernière, et il ne sut pas intégrer le gaullisme pour briser cette dialectique droite/gauche. Là apparaît une deuxième contradiction. L'histoire des relations tumultueuses du MRP et du général de Gaulle mériterait une étude spécifique tant les sentiments contradictoires (admiration, affection, méfiance, incompréhension) se mêlent avec passion aux calculs politiques. Le MRP ne se remit pas de sa rupture de 1946 avec l'homme du 18 juin et subit la concurrence désastreuse en termes électoraux du RPF auxquels se rallièrent de nombreux démocrates-chrétiens. Cette division est révélatrice de la troisième contradiction dans laquelle le MRP s'est débattu. Parti d'inspiration chrétienne, mais « aconfessionnel », il n'a jamais réussi à rassembler l'ensemble des catholiques, dispersés sur l'ensemble de l'arc électoral.

Le déclin du MRP ne put être enrayer ni par l'enthousiasme et le dévouement de ses militants et de ses cadres, ni par l'effort remarquable de réflexion et de formation, rare dans un parti politique qui s'était donné avec *France Forum* une grande revue intellectuelle animée par le philosophe Etienne Borne et par Henri Bourbon. Mais ce parti qui s'intitulait fièrement en 1945 « *parti de la IV^{ème} République* » était en 1958 identifié au régime déchu, et accablé de railleries. Il n'en reste pas moins vrai que son rôle historique est très important. Il a été souligné par Jean Lecanuet, son dernier président, lors de son dernier congrès en mai 1965 : « *Le MRP, en vingt ans d'existence, a accompli l'essentiel de sa mission. Il a protégé la France de la subversion communiste, ouvert une ère de progrès social, jeté les fondements de l'Europe unie, et séparé, une fois pour toutes, le spirituel du réactionnaire. Il a permis, au cours de cette période, dans les moeurs et les cœurs, le ralliement à la République de la tradition spiritualiste* ».

Le MRP a participé à tous les gouvernements – sauf trois – entre 1945 et 1958. Ses responsables ont occupé une place de premier plan dans la politique de la famille avec Robert Prigent, dans la réconciliation franco-allemande et la construction de l'Europe avec Robert Schuman, dans la modernisation de l'agriculture avec Pierre Pflimlin entre 1948 et 1951, dans celle de l'industrie avec Jean-Marie Louvel entre 1950 et 1954, dans la mise en œuvre d'une démocratie sociale avec la création des délégués du personnel proposée par Francine Lefebvre, députée de Paris, et l'action de Paul Bacon au ministère du travail pendant près de dix ans, dans la recherche d'institutions stables et dans la défense ferme de la démocratie en 1947 comme en 1958.

Sans doute le MRP a-t-il échoué si l'on s'en tient à l'arithmétique électorale, mais il reste certainement l'un des partis politiques qui a le plus contribué à transformer la France dans la délicate période de la reconstruction et à la conduire sur bien des

voies nouvelles, dont la plus importante reste sans conteste la réconciliation entre la France et l'Allemagne et l'unité d'une Europe nouvelle.

DISPARITIONS

DEUX GRANDS SERVITEURS DE L'EUROPE

La réconciliation franco-allemande, fondement de la construction de l'Europe au lendemain de la deuxième guerre mondiale, a été l'œuvre d'hommes d'Etat qui avaient une vision de l'avenir, et du courage. Robert Schuman a été, avec Jean Monnet, le premier pionnier de cette grande œuvre historique.

Mais leur action, pour réussir, avait besoin de s'appuyer sur des militants et sur de grands intellectuels. Pour tous ceux qui ont vécu les débuts de l'Europe unie deux noms viennent aussitôt à l'esprit. Deux hommes, peu connus en France, mieux connus à l'étranger, ont joué un rôle essentiel pour le rapprochement des esprits et des cœurs : Joseph Rovin et François Bourel. Celui-ci avait commencé le travail de réconciliation franco-allemande dès 1945 avec le Père du Rivau à Offenbourg dans la zone d'occupation française.

Joseph Rovin, juif allemand, converti au catholicisme, engagé dans la Résistance française, déporté à Dachau, ami et collaborateur d'Edmond Michelet, est devenu après François Bourel président du BILD, association très active dans les relations franco-allemandes. Ses livres sur l'Allemagne font autorité. Son action pour l'Europe a été inlassable et féconde.

Militant MRP de la première heure, François Bourel était un ami fidèle, admirable par son intelligence, sa générosité, son dévouement, son efficacité – et sa modestie.

Joseph Rovin et François Bourel ont disparu l'un après l'autre à quelques jours de distance, en 2004.

A la messe pour les obsèques de Joseph Rovin, l'ancien Chancelier Kohl, venu exprès d'Allemagne, était au premier rang, aux côtés de Jacques Delors.

Un hommage plus officiel lui a été rendu à Paris le 12 janvier 2005.

Nous devons à ces deux grands européens cet hommage modeste et amical pour leur exprimer la reconnaissance d'anciens militants du MRP ayant partagé leur foi et participé à leur action, que continue aujourd'hui Henri Ménudier.

Jacques Mallet

De nombreux autres amis nous ont quittés en 2004 et 2005

- Jean Cayard, adhérent de l'Amicale, à Paris en 2004.
- Charles Trichet, le 26 août 2004 (92 ans), et son épouse Marie-Thérèse, née Loncle, le 26 janvier 2005 (87 ans), deux militants MRP et adhérents de l'Amicale à Paris.
- Emile Coliche, en juillet 2004 (95 ans), qui fut maire-adjoint de Lille, vice-président de la Communauté urbaine de Lille, après une action dans la Résistance qui l'avait amené à créer en 1944 le Comité de libération de Lille.
- Simone Coville, veuve de Jean Coville, ancien secrétaire général de l'Amicale.
- Benoît Jeanneau, membre du Bureau de l'Amicale, où il jouait un rôle de plus en plus important, ancien secrétaire général de la Fédération MRP de la Vienne. Il est décédé le 30 novembre 2004, après une maladie courte mais redoutable. Il était professeur de Droit, professeur émérite à l'université de Paris II, ancien président de l'université de Poitiers.
- Pierre Ceccaldi-Pavard, membre fidèle de l'Amicale, ancien sénateur (1977-1986), décédé le 31 décembre 2004 à 83 ans.

Il fut un fidèle collaborateur de Pierre Pflimlin tout au long de sa carrière ministérielle, y compris à Matignon en mai 1958. Outre son mandat parlementaire, il assumait diverses fonctions électives : conseiller général puis maire de Dourdan, vice-président du Conseil général de l'Essonne, conseiller régional d'Ile-de-France.

Nous adressons à son épouse, Jacqueline Pavard, ainsi qu'aux familles de tous nos amis disparus, nos condoléances et l'expression de notre sympathie chaleureuse.